

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1163/Add.1
17 janvier 1975

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RENSEIGNEMENTS, TRANSMIS CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1159 (XLI)
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, CONCERNANT LA COOPERATION AVEC
LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX REGIONAUX QUI S'OCCUPENT DE
LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

Le Conseil économique et social a adopté, lors de sa quarante et unième session, la résolution 1159 (XLI) ^{1/} relative à la coopération avec les organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent des droits de l'homme. Aux termes de cette résolution, le Conseil, désireux d'utiliser tous les renseignements et données d'expérience possibles en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'égard de tous, sans distinction de race, de sexe, de couleur ou de religion a, entre autres, invité le Secrétaire général à prendre des mesures pour que la Commission puisse échanger des renseignements sur les questions relatives aux droits de l'homme avec le Conseil de l'Europe, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des Etats arabes et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent tout particulièrement des droits de l'homme.

La communication en date du 14 novembre 1974 jointe à la présente note a été reçue de la Ligue des Etats arabes en réponse à l'invitation que lui avait faite le Secrétaire général de transmettre des renseignements dans le cadre de l'échange prévu par les dispositions de la résolution précitée.

^{1/} Cette résolution a été adoptée à la 1445ème séance plénière du Conseil, le 5 août 1966.

Septième réunion de la Commission permanente arabe
sur les droits de l'homme

La Commission permanente arabe sur les droits de l'homme a tenu sa septième réunion au siège de la Ligue des Etats arabes, du 1er au 23 janvier 1974. A l'ordre du jour était inscrite la question des "Droits de l'homme dans les conflits armés". La Commission a tenu douze séances auxquelles ont participé des experts des Etats membres de la Ligue arabe ainsi que de l'Organisation de libération de la Palestine. La Commission a adopté les recommandations suivantes :

I. Représentation de l'Organisation de libération de la Palestine et des mouvements de libération africains

La Commission a instamment demandé aux Etats arabes d'intervenir auprès du Gouvernement suisse pour que celui-ci consente à ce que l'Organisation de libération de la Palestine ainsi que les mouvements de libération africains soient représentés par des observateurs à la cinquième Conférence diplomatique, qui doit se tenir à Genève en février 1974.

II. Approbation de la résolution sur l'interdiction d'employer certaines armes pour des raisons humanitaires adoptée par la vingt-deuxième Conférence de la Croix-Rouge, à Téhéran, en novembre 1973.

III. Les délégués arabes à la Conférence diplomatique ont été invités à dénoncer les violations des droits de l'homme et les violations des quatre Conventions de Genève imputables à Israël, en particulier le traitement inhumain infligé aux populations civiles et aux prisonniers arabes membres de mouvements de libération. Il a été recommandé aux délégués de faire connaître le traitement réservé par Israël aux personnalités religieuses sur les territoires occupés.